

Chronique d'outre-Manche

Élection interne au parti travailliste britannique La surprise du chef

après le raz-de-marée nationaliste en Écosse lors des élections législatives de mai 2015, l'élection surprise de Jeremy Corbyn comme premier dirigeant du parti travailliste le 12 septembre dernier vient confirmer une reconfiguration plutôt inattendue du champ politique britannique. La victoire sans conteste de Corbyn, avec 59,5 % des suffrages¹, a été accompagnée de deux autres élections internes au parti travailliste qui se sont déroulées presque en même temps : l'élection du leader adjoint du parti ainsi que la primaire qui devait désigner le candidat travailliste à l'élection du maire de Londres. Si le profil des vainqueurs de ces deux autres scrutins est assez contrasté – ni Sadiq Khan, sorti en tête de la primaire à Londres, ni Tom Watson, élu leader adjoint, ne se situent à la gauche de la gauche britannique – la défaite infligée aux caciques du parti

KEITH DIXON

et plus généralement au blairisme a été retentissante dans les trois cas². La domination blairiste du parti travailliste, qui a duré plus de vingt ans (Blair a été élu à la tête du *Labour* en 1994) est aujourd'hui fortement ébranlée par l'irruption d'une nouvelle génération de militants qui a pesé sur l'élection de Corbyn ainsi que par l'expression majoritaire des adhérents. Ces jeunes militants qui sont une des composantes essentielles de la nouvelle majorité au sein du *Labour* y sont venus souvent à partir de leur insertion dans le mouvement social, certains ayant fait leurs premières armes politiques dans les actions anti-austérité qui fleurissent depuis plusieurs années, d'autres qui proviennent du mouvement anti-guerre, la coalition *Stop the War* qui a fait campagne contre la « guerre sans

1. Corbyn est le premier dirigeant travailliste à être élu directement par la base du parti. En effet, les blairistes avaient réformé le mode de scrutin en espérant ancrer le parti résolument au « centre » en ouvrant l'élection aux non-adhérents sympathisants du *Labour* (pour la somme de trois livres sterling). Trois collèges ont été constitués pour cette nouvelle élection : un collège des adhérents ; un collège de sympathisants et un collège de membres du parti affiliés aux syndicats. Corbyn est sorti vainqueur dans les trois collèges.

2. Rappelons que la candidate blairiste aux primaires de Londres, (Lady) Tessa Jowell, avait dans le passé proclamé qu'elle était prête à se jeter sous un bus pour Tony Blair. C'est chose faite, pour ainsi dire, puisque donnée vainqueur au départ de la campagne des primaires elle a été emportée par « l'effet Corbyn » et battue à plate couture par le candidat soutenu par les syndicats, Sadiq Khan.

fin » dans laquelle se sont engouffrés les gouvernements britanniques successifs depuis l'intervention anglo-américaine en Afghanistan, coalition dont Corbyn est le président depuis 2001.

Qui est Jeremy Corbyn ?

Âgé de 66 ans, parlementaire depuis 1983, resté à la gauche du parti alors que tant d'autres ont composé, ou pire, avec le néolibéralisme triomphant de l'époque blairiste, Corbyn a jusqu'ici peu attiré l'attention des médias. C'est sans doute pour cette raison que les médias français l'ont qualifié d'« inconnu » lors de son élection comme premier dirigeant des travaillistes. S'il est vrai que Corbyn est inconnu des journalistes britanniques et étrangers qui couvrent l'actualité politique outre-Manche, centrés comme ils le sont sur les faits et gestes de la caste dominante, il est loin d'être inconnu au sein du mouvement social britannique où il a joué un rôle important, et constant, dans toutes les causes de la gauche. Fortement inséré dans le mouvement anti-guerre (il est également un des responsables de la *Campaign for Nuclear Disarmament* (CND), en plus de ses activités au sein de *Stop the War*), il a milité par ailleurs en faveur de la ré-unification de l'Irlande et de la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. Que ce soit dans la dénonciation de l'homophobie et du racisme, ou dans le mouvement populaire (en Grande-Bretagne) contre la fraude (dite « optimisation ») fiscale des grandes entreprises opérant sur le territoire britannique, Corbyn a été de tous les combats, anciens et nouveaux.

Corbyn poursuit et rénove donc la tradition de la gauche travailliste. On

évoque souvent, à juste titre, ses prédécesseurs célèbres pour le situer dans la longue durée du mouvement travailliste : Aneurin Bevan (1897-1960), le ministre de la Santé du gouvernement de Clement Attlee de 1945 à 1950, ancien mineur venu au travaillisme après avoir milité chez les anarcho-syndicalistes avant la Première Guerre mondiale, ou Anthony (Tony) Benn (1925-2014), figure de la gauche travailliste de la fin des années soixante-dix et pendant les années quatre-vingt que Corbyn a soutenu lors de sa tentative malheureuse de devenir *leader* adjoint du parti travailliste en 1981. Mais Corbyn n'a rien de la fougue du Gallois Bevan, à qui il est arrivé de qualifier ses adversaires conservateurs à la Chambre des Communes de « vermine » et qui menait une guerre sans merci contre les médecins libéraux opposés à la création du Service National de Santé dont il avait la charge, ni des capacités oratoires de Benn, dont les accents bourgeois contrastaient avec la radicalité du propos socialiste. De l'avis de ses proches, Corbyn, peu assuré lorsqu'il prend la parole, reste toujours d'un calme olympien dans l'adversité du débat politique, y compris depuis que la meute journalistique a été lâchée contre lui par les patrons de la presse de droite britannique (on ne peut pas dire que la presse dite de gauche, mis à part quelques journalistes du *Guardian*, lui a été d'un grand secours dans cette épreuve). Corbyn lui-même a évoqué une filiation politique plus lointaine lorsqu'il a rappelé l'influence qu'a eue sur lui Keir Hardie (1856-1915), fondateur écossais du parti travailliste qui partageait avec lui son refus moral des inégalités et de l'injustice sociale ainsi qu'une intransigeance certaine sur le plan des idées.

Cependant, l'évocation des prédécesseurs de gauche de Corbyn, chez la plupart des commentateurs, y compris français, a une autre motivation : elle sert de préambule à la catégorisation de Corbyn dans la « vieille gauche » nostalgique des batailles et des clivages d'antan. Pour ces observateurs, en général peu instruits de l'histoire politique britannique, l'élection de Corbyn serait un « retour en arrière » vers les années néfastes où le parti travailliste avait été plombé par l'extrémisme de son aile gauche. Cette fiction d'inspiration blairiste est reprise à longueur de pages et d'ondes des deux côtés de la Manche : c'est l'« argument » critique principal de l'article qu'Alain Bergounioux, directeur de la *Revue Socialiste*, a écrit pour *Le Monde*³ au lendemain de la victoire de Corbyn, argument repris par Daniel Cohn-Bendit (et tant d'autres) lors d'un entretien dans le *Grand Journal* de *Canal Plus* le 29 septembre.

S'il est vrai que Corbyn défend avec constance certaines positions « anciennes » de la gauche travailliste (défense du service public de santé mis à mal par une privatisation rampante sous les gouvernement de Cameron, Brown et Blair ; refus de l'armement nucléaire et par conséquent du coûteux renouvellement des missiles Trident ; renationalisation des chemins de fer britanniques au fur et à mesure que les contrats viennent à échéance ; réduction massive des frais d'inscription universitaires et retour à un système généralisé de bourses étudiantes ; rétablissement d'une fiscalité progressive

visant les couches les plus riches de la société britannique ; rétablissement des droits syndicaux rognés par les conservateurs et le *New Labour*⁴), Corbyn a aussi injecté dans son programme les revendications des nouveaux mouvements sociaux : il a été, par exemple, à l'avant-garde des batailles contre l'homophobie, comprenant bien avant ses collègues parlementaires la nécessité de légiférer sur cette question. Surtout, Corbyn a intégré les formes de démocratie directe pratiquées dans les nouveaux mouvements sociaux, et est rompu à la pratique de la discussion contradictoire aux antipodes des « arrangements » bureaucratiques et autoritaires qui caractérisent la vie interne du parti travailliste depuis des décennies. Ce sera sans doute une de ses forces dans les mois à venir pendant lesquels il aura à gérer une situation très tendue au sein de l'appareil travailliste.

Les obstacles à venir

Si Corbyn a gagné une bataille majeure au sein du mouvement travailliste, en ralliant non seulement des dizaines de milliers de jeunes activistes mais aussi le soutien des deux principaux syndicats en Grande-Bretagne, *Unite* et *Unison*, il est très loin d'avoir gagné le combat pour la transformation du parti travailliste et son redressement électoral. Devant lui se dressent des obstacles formidables dans au moins trois domaines : l'unité interne du parti, la couverture médiatique de ses actes et paroles et surtout la reconquête

3. Alain Bergounioux, « Le risque est grand pour le *Labour* de n'être plus un parti de gouvernement », dans *Le Monde* du mardi 15 septembre 2015.

4. Une nouvelle offensive juridique contre les syndicats est actuellement en discussion au parlement britannique alors que ceux-ci subissent déjà les contraintes parmi les plus sévères de l'espace européen.

d'un électorat populaire aliéné par les compromissions sans fin de Blair, Brown et Miliband.

L'offensive interne contre Corbyn a démarré dès que la droite travailliste s'est rendue compte de la possibilité de cette victoire inattendue. Ainsi, les principaux responsables blairistes (à l'exception de Miliband qui a gardé le silence pendant la campagne pour nommer son successeur) ont mis en garde les électeurs contre la victoire de la gauche « archaïque ». Blair et Brown ont tous deux pris la parole (à plusieurs reprises) pour souligner le danger inhérent à l'élection de Corbyn qui excluirait le parti travailliste de toute possibilité de re-gouverner un jour. De la même manière d'ailleurs qu'ils ont pris la parole pour mettre en garde l'électorat écossais contre les dangers de l'indépendance. Peter Mandelson, ancien ministre et homme de toutes les basses besognes blairistes, a lancé l'ABC (*Anybody But Corbyn* – Tout sauf Corbyn) et l'ancien proche conseiller de Blair, John McTernan, a traité de « crétins » les quelques parlementaires travaillistes qui avaient donné leur signature à Corbyn pour qu'il puisse se présenter à cette élection interne. L'une de ces parlementaires, (Dame) Margaret Beckett s'est appropriée ensuite ce qualificatif et a déclaré lors de l'annonce du résultat du scrutin qu'elle s'en voulait d'avoir donné cette possibilité à Corbyn (et aux adhérents du parti travailliste ?). En cela Beckett exprime sans doute l'opinion de la grande majorité des parlementaires travaillistes très hostiles au nouveau dirigeant : ils auraient préféré que cette élection n'ait pas eu lieu. Et pour cause, puisque les procédures de sélection des candidats à la députation sont extrêmement bien

surveillées par la direction du parti depuis l'époque blairiste et rares sont les candidats à la candidature de gauche qui passent à travers les mailles. On pourrait dire la même chose pour les permanents du parti, eux aussi majoritairement hostiles à Corbyn, qui depuis longtemps sont recrutés sur la base de leur conformité aux idées et pratiques de la droite travailliste.

Reste à savoir comment la droite travailliste va réagir dans les mois à venir. L'ampleur de la victoire de Corbyn et surtout de la défaite symbolique de celle qui se réclamait le plus fidèlement de l'héritage blairiste (Liz Kendall qui a obtenu 4,5 % des voix) rendent la marge de manœuvre des blairistes extrêmement étroite. Si nombre d'entre eux ont déjà annoncé qu'ils refuseraient de servir dans un gouvernement, voire un cabinet fantôme, sous la direction de Corbyn, l'idée d'une révolution de palais, pour se débarrasser rapidement de l'intrus, qui circulait un temps, avant l'élection de Corbyn, est abandonnée pour l'instant. Exiger une nouvelle élection comme certains l'espéraient, si jamais Corbyn n'avait pas réussi à obtenir une majorité des voix dans le collège des adhérents du parti, risquerait de se retourner contre eux si Corbyn sortait encore plus victorieux d'un nouveau scrutin. C'est plutôt dans une guerre d'usure que s'installe l'opposition de droite au sein du mouvement et de l'appareil travaillistes. Ils espèrent ainsi, pour un temps, neutraliser l'effet Corbyn et miner de l'intérieur ses propositions les plus radicales (à commencer par l'abandon de Trident). Sinon, il y a toujours la possibilité d'une scission et de la création d'un nouveau parti « au centre » : mais l'expérience du *Social Democratic*

Party SDP, créé par quelques notables droitiers du parti travailliste en 1981, ne plaide pas en faveur d'une telle solution. Après un bref moment de gloire ce parti s'est peu à peu éclipsé pour finir par être englouti par le parti libéral lors de la fusion de deux formations en 1988.

Si l'opposition de la droite travailliste ne constitue pas une menace politique immédiate pour Corbyn, surtout maintenant qu'il a réussi à constituer un cabinet fantôme assez représentatif des divers courants travaillistes, l'offensive médiatique contre lui a déjà commencé et ne risque pas de ralentir. Hormis quelques journalistes de la presse écrite – Seumas Milne ou Owen Jones du *Guardian*, par exemple – Corbyn aura à affronter une hostilité quasi unanime de la presse britannique, qui va du ton paternaliste des éditoriaux du *Guardian* (qui, comme son confrère *Le Monde*, s'inquiète de l'avenir du parti travailliste comme « parti de gouvernement » sous Corbyn) au déchaînement des tabloïdes qui, reprenant les déclarations publiques de David Cameron, accusent Corbyn de tous les maux possibles, y compris de pactiser avec les ennemis terroristes de la Grande-Bretagne. Corbyn peut s'attendre à ce que sa vie privée soit disséquée systématiquement par les journalistes du *Sun* ou du *Daily Mail* dans la grande tradition des journaux britanniques, surtout ceux dont le propriétaire est Rupert Murdoch, qui dans le passé n'ont pas hésité à recourir aux pratiques des services de renseignement (en particulier les écoutes téléphoniques) pour abattre leurs adversaires politiques.

Le seul réconfort pour Corbyn à cet égard sont les militants qu'il a mobilisés pour son élection, déjà eux-mêmes vilipendés par la presse tabloïde qui

s'est inquiétée de l'entrisme massif des « radicaux » lors du vote des sympathisants déclarés du parti, et qui sont peu sensibles aux arguments des employés de Murdoch. Une campagne de presse contre celui qui est (pour l'instant) perçu, y compris parmi le public plus large, comme une exception notable dans le champ politique, risque ainsi d'être contre-productive. Lors de la discussion médiatique consécutive au scandale du détournement des frais par de nombreux parlementaires britanniques, il a quand même été constaté que Corbyn, à la différence de beaucoup d'autres, y compris dans les rangs travaillistes, était parmi les plus frugaux des membres du parlement avec des frais déclarés et un train de vie particulièrement modestes. Cette exceptionnalité-là va lui servir pendant les mois difficiles à venir.

Il y a un domaine où les positions de Corbyn ne semblent pas encore définies et qu'il devra rapidement clarifier : celui du maintien ou non de la Grande-Bretagne au sein de l'Union européenne. Le Premier ministre, David Cameron, sous la pression des xénophobes du *United Kingdom Independence Party* (UKIP) a promis un référendum d'ici 2017, dont le résultat reste très incertain. C'est d'autant plus le cas aujourd'hui que la nouvelle direction du parti travailliste, Corbyn en premier, est bien moins compréhensive envers Bruxelles que l'ancienne, qui semblait prête à suivre la politique dominante de l'Union européenne dans tous ses méandres. Ceux et celles qui viennent des mouvements sociaux récents et qui ont joué un rôle déterminant dans la victoire de Corbyn verraient d'un très mauvais œil son ralliement à l'Europe telle qu'elle est,

surtout après le traitement infligé à la Grèce qui a été beaucoup commenté dans la gauche britannique. Corbyn aura donc à frayer un chemin difficile entre l'europhilie néolibérale des élus de son parti et la méfiance des militants envers ce que Yanis Varoufakis a appelé, dans un article récent dans le *Guardian*, « la vision dystopique de l'Europe » promue par ses banquiers et les politiciens qui les suivent. Pour le moment, Corbyn dit attendre les résultats des négociations voulues par Cameron avec les autres dirigeants européens avant de se prononcer sur la position travailliste concernant le référendum.

Mais le défi majeur qui attend Corbyn c'est quand même la reconquête d'un électorat populaire largement aliéné par les années Blair, Brown et Miliband. C'est sans doute là aussi que les adversaires de Corbyn l'attendent pour lui attribuer à la première occasion venue la responsabilité entière d'une défaite travailliste éventuelle, même si celle-ci ne pourrait se comprendre sans tenir compte de l'histoire politique de ces vingt dernières années et des dérives droitières des anciennes directions travaillistes. Au mois de mai 2016 se profilent les élections pour le parlement écossais et ce sera la première épreuve majeure pour le nouveau dirigeant. En mai 2015, le parti national écossais (SNP), qui a prospéré dans le vide laissé à gauche par les reniements blairistes, a raflé tous les sièges écossais au parlement de Londres sauf un. Ce fut une victoire retentissante pour le parti de Nicola Sturgeon et une défaite sans précédent pour le parti travailliste pour lequel l'Écosse a longtemps été une place forte. Depuis cette victoire, les sondages restent non seulement favorables au SNP mais

donnent l'indépendance écossaise comme désormais largement majoritaire, ce qui veut dire qu'un nouveau référendum pourrait bien marquer la fin du Royaume-Uni. Dans ce contexte, il est peu probable que les travaillistes puissent, en l'espace de quelques mois, reprendre le terrain perdu sous le long règne des blairistes, d'autant plus que le parti travailliste écossais reste dominé par la droite du parti et que la première dirigeante du parti, Kezia Dugdale, a elle-même combattu la candidature de Corbyn lors de l'élection interne et, de ce point de vue, ne représente pas une franche rupture avec le passé blairiste. Ceci étant dit, une nouvelle défaite travailliste en Écosse sera certainement considérée par la presse et par les officiels travaillistes comme un échec de l'équipe de Corbyn. Il pourrait contourner la difficulté en proposant une alliance avec les nationalistes écossais et gallois, d'accord avec lui sur la nécessité d'une politique anti-austérité et une défense hardie des services publics comme sur le démantèlement de l'armement nucléaire. Mais une telle alliance semble aujourd'hui peu probable, Corbyn ayant repris à son compte l'hostilité traditionnelle de la gauche travailliste envers les mouvements nationalistes. Cependant, sans alliés fiables à l'extérieur de son parti dans les batailles politiques à venir, Corbyn aura du mal à traduire sa victoire interne au parti travailliste en tournant historique de la politique britannique. ■